

Retraités : CGT et FO appellent à la mobilisation



L'Union départementale de FO et celle de la CGT exposeront l'ensemble de leurs revendications le 17 novembre prochain lors de leur réception à la préfecture du département.

Photo Le DL/Claire PLISSON

Jeudi 12 novembre, des représentants retraités des Unions départementales des syndicats FO et CGT se sont réunis au sein du local de l'Union départementale du syndicat Force ouvrière, avenue Monclar, à Avignon.

Dans un contexte de pandémie, ils ont tenu à exprimer plusieurs revendications et inquiétudes concernant la population des retraités.

■ Le pouvoir d'achat

La première des revendications porte sur le pouvoir d'achat. La baisse des pensions de retraite combinée à la hausse des prix a fait chuter le pouvoir d'achat des personnes retraitées. « Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, on a perdu 50 % de notre pouvoir d'achat. Nous, les retraités, on a travaillé toute notre vie, il ne faut pas que l'on soit sacrifié », a exposé Jacques Faffié, président de l'Union départementale des retraités de FO.

■ La sécurité sociale

Parmi les autres revendications : la défense de la sécurité sociale qu'ils estiment menacée par la création de la 5^e branche, consacrée à l'autonomie. « Ce qu'on présente comme une amélioration risque en fait d'être désastreux pour le système de sécurité sociale et comment il est financé », a déclaré Jacques Faffié.

■ La dégradation du système de santé publique

Les représentants FO et CGT veulent également alerter sur le système de santé publique, qui s'est dégradé ces dernières années. « En 20 ans, on a supprimé 100 000 lits d'hôpitaux, on a fermé des services de santé et à l'heure actuelle, en pleine pandémie, on supprime encore des lits sur la base du budget voté en 2019. Les premières victimes de la pandémie, ce sont les retraités dans les Ehpad qui sont sacrifiés à cause du tri des malades. On revendique le droit de se soigner quels que soient son âge et son budget. »

■ La liberté de manifester

Enfin, ils s'inquiètent de la question de la liberté publique et syndicale en période de pandémie. « Jusqu'ici, on pouvait manifester sans aucun problème tout en respectant scrupuleusement le protocole sanitaire. À Paris, on a interdit une manifestation alors que les normes sanitaires étaient respectées. Cette restriction des libertés est inquiétante », ont-ils fait savoir.

Les syndicats FO et CGT, ainsi que la FSU et Solidaire Unir, vont participer à une journée de mobilisation nationale le 17 novembre prochain et seront reçus dans ce cadre à la préfecture du département pour exposer toutes leurs doléances.

Claire PLISSON